

## RUE SANS ISSUE

Réflexions sur le devenir spontané des enfants de la rue<sup>1</sup>

par

Yves MARGUERAT<sup>2</sup>

Fonds Documentaire IRD

Cote : B X 22051 Ex : 7

Le travail de recherche scientifique sur les enfants de la rue (*stricto sensu*) en Afrique a jusqu'ici porté principalement sur les conditions de vie et surtout sur les **causes** qui ont provoqué **le départ vers les marges de la société** d'un certain nombre d'enfants et de jeunes, marges où ceux-ci arrivent à vivre en rupture plus ou moins totale avec le monde des adultes, au coeur même de la ville. Comme le démontrent également les études similaires qui ont été menées en Amérique Latine et (plus rarement) en Asie, la réponse est claire : dans un contexte d'urbanisation massive, ce sont avant tout les dysfonctionnements des familles -et d'abord la crise du couple parental-, qui projettent ces enfants là où ils ne devraient pas être. Les contraintes de la pauvreté ne font qu'exacerber les tensions, aggraver la faille préexistante entre l'enfant et ses parents. Naturellement, la misère facilite beaucoup le glissement du statut d'enfant dans la rue (qui y travaille, mais revient chez lui le soir) à celui d'enfant de la rue (qui y vit totalement, sans liens avec les siens), mais elle ne le provoque pas à elle seule (Dieu merci, car, sinon, le problème atteindrait très vite des dimensions astronomiques, ce qui n'est pas le cas<sup>3</sup>). La genèse du phénomène, où se superposent causes individuelles et facteurs collectifs, est donc à rechercher essentiellement dans **les transformations qui affectent les relations familiales en milieu urbain** (ce qui n'en rend certes pas la prévention facile).

Il me paraît maintenant important d'aborder un autre aspect du problème : celui du **devenir des enfants et des jeunes de la rue**. Beaucoup de gens, depuis longtemps, se sont efforcés d'agir, c'est-à-dire de sortir les enfants de la rue, sous l'impulsion d'impératifs moraux ("Il est intolérable que des enfants vivent ainsi"), ce qui est parfaitement respectable. Mais le scientifique doit se poser aussi la question : si l'on ne fait rien (ou pas assez), que va-t-il se passer ? Que deviennent au bout de quelques années les enfants et les jeunes de la rue laissés à eux-mêmes ? Peuvent-ils, et, si oui, dans quelles proportions, regagner d'eux-mêmes la société "normale", subvenir à leurs besoins par un travail non réprimé par la Loi, fonder une famille dont les enfants vivront comme ont le droit de vivre tous les enfants, afin de devenir des adultes épanouis ?

Le chercheur en sciences sociales n'a pas la possibilité de l'expérimentation ; il n'est pas non plus un devin. Sa seule possibilité pour essayer de comprendre l'avenir se situe donc dans l'analyse du présent et du passé accessible, c'est-à-dire dans la mise en lumière de la dynamique qui impulse les phénomènes sociaux, en s'appuyant aussi, *mutatis mutandis*, sur l'exemple des situations qui, ailleurs, ont connu une évolution similaire, mais plus longue. Je vais proposer ici une amorce de réflexion sur les divers itinéraires que suivent (ou risquent de suivre) les enfants de la rue, individuellement, puis collectivement.

Fonds Documentaire IRD



010022051

<sup>1</sup> Communication au colloque de l'IFRA et du PGU-PNUD "Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique" (Abidjan, 5-7 mai 1997).

<sup>2</sup> Chercheur à l'ORSTOM.

<sup>3</sup> A peine un ou deux milliers d'enfants de la rue *stricto sensu* à Mexico comme à Rio de Janeiro, moins de 250 à Abidjan en 1994, selon une enquête (non publiée) du BICE...

## I - LES TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

Il y a longtemps que je m'intéresse aux enfants de la rue au Togo<sup>1</sup>, et j'ai pu poser, à certains que je connais depuis 10 ou 15 ans, la question : "Que sont devenus vos copains d'autrefois ?" Je pense en particulier à un jeune Togolais que j'ai connu il y a une quinzaine d'années dans les rues de Lomé (issu d'un père irresponsable qui avait accumulé les aventures féminines et multiplié les gamins livrés à eux-mêmes, il avait alors 13 ou 14 ans, et déjà un dangereux tempérament de meneur). Parti à Abidjan avec l'intention avouée d'y faire une carrière de gangster, il en a été dissuadé par un séjour en prison fort pénible, et vit maintenant au Plateau, en organisant le gardiennage des voitures par les petits qui occupent le haut de l'avenue Chardy<sup>2</sup>. A la question "Que sont devenus ceux qui étaient déjà grands au moment où tu es arrivé ici ?", il a médité un moment avant de me répondre : "X ? Il est mort. Y ? Il est en prison. Z ? Il est toujours là. W ? Il est voleur. V ? Il est chauffeur de taxi..." L'éventail des possibilités paraît se limiter à cela, ce qui est bien peu.

Certes, il y a quelques cas de **réintégrations sociales spontanées** (c'est-à-dire sans aucune intervention, sous une forme ou sous une autre, d'un service officiel ou d'une ONG). Certains ont décidé d'eux mêmes de regagner leur famille. Il est vrai qu'un problème familial aigu -comme le conflit avec la marâtre, si fréquent dans les récits de fuite vers la rue-, qui était dramatique quand on avait 12 ans, l'est beaucoup moins quand on en a 18. Mais la réinsertion dans la société devient, semble-t-il, de plus en plus difficile avec le temps passé loin des diverses modalités de l'insertion sociale. Si la famille accepte le retour du "fils prodigue", celui-ci est en général trop âgé pour l'école. Supportera-t-il les dures contraintes de l'apprentissage, et ses parents pourront-ils ou voudront-ils en assumer le coût ? Si non, que vont-ils devenir ? De quelques uns, on me dit qu'ils sont repartis au village (dans la mesure où ils étaient venus d'un village, et non de pure extraction citadine - ce dernier cas devenant de plus en plus largement majoritaire). On n'en a alors, en général, plus guère de nouvelles. Ont-ils vraiment réussi à s'y faire accueillir, à obtenir des terres, de l'outillage, du savoir-faire ? Ou bien sont-ils tout simplement repartis ailleurs ? D'autres ont pu, en restant dans la ville, se faire embaucher comme gardien ou comme homme à tout faire par le magasin, le cinéma, le restaurant devant lequel ils sont restés si longtemps à faire le pied de grue, à garder les voitures ou à porter les paquets, que le patron a fini par les prendre en sympathie, ou du moins par les considérer comme faisant partie du paysage...

Certains, parfois, ont trouvé un "bienfaiteur" (souvent un expatrié, séduit par leur art du bagout et de l'entregent) qui leur a permis de passer un **permis de conduire**, ce qui fait beaucoup rêver leurs camarades moins chanceux. D'autres, plus nombreux, ont trouvé un chauffeur de taxi ou de camion qui en a bien voulu comme apprenti : après de longues années d'exploitation, ils réussiront sans doute un jour à devenir chauffeur à leur tour. C'est là une profession peu rémunératrice, mais gratifiante, car elle donne une certaine considération sociale (en particulier aux yeux des filles, facteur fort important pour le comportement des garçons) et surtout laisse beaucoup d'autonomie. Je pense, par expérience, que c'est probablement là le métier qui convient le mieux à la psychologie des anciens de la rue les plus désocialisés, en leur épargnant les contraintes du statut d'apprentis dans les ateliers du secteur informel ou la stricte discipline indispensable pour exercer le métier de vigile ou de garde privé<sup>3</sup>. Ces derniers peuvent être recrutés parmi les jeunes relativement marginalisés<sup>4</sup>, mais à condition de ne pas avoir été trop déstructurés psychologiquement. Trouver une occasion de passer un permis de conduire est donc l'une des meilleures chances que puisse rencontrer un ancien de la rue (surtout s'il peut y

<sup>1</sup> Humanitairement d'abord, scientifiquement longtemps après.

<sup>2</sup> Ces derniers (surtout 14-16 ans) rentrent le soir chez eux (dans les quartiers pauvres qui entourent le Plateau). Ceux que l'on voit au bas de cette importante artère (reliant le Plateau à la lagune) ont des caractéristiques assez différentes : c'est une vraie bande, assez homogène quant aux âges (plutôt 10-13 ans) et à la pratique des drogues. A deux cents mètres de distance, il y a là deux populations d'enfants marginalisés qui n'ont pas les mêmes problèmes et donc ne demandent pas le même type de réponses. Voir Fabienne Tanon : "A la rencontre des enfants de la rue d'Abidjan", in *Les Cahiers de Marjovia*, n° 2, 1996, pp. 14-26.

<sup>3</sup> Par contre, l'armée peut être un débouché pour les plus costauds, dans les pays où l'on n'est pas trop regardant sur la discipline (du moins en ce qui concerne les relations avec les civils).

<sup>4</sup> Cf. Raymond Gn. Zogbo : "Gardiens de voiture et loubards d'Abidjan : une marginalité assumée", in *Les Cahiers de Marjovia*, n° 2, 1996, pp. 55-63.

ajouter un tant soit peu de formation en mécanique), car il trouvera en général à se débrouiller avec. Mais cela coûte cher, de plus en plus cher : il n'a en fait guère de possibilités d'y parvenir sans une aide extérieure.

Certains, particulièrement créatifs (et chanceux), arrivent à s'en sortir par le domaine de **la musique** ou de la danse : "John Pololo", naguère loubard célèbre d'Abidjan<sup>1</sup>, est devenu une personnalité de la vie musicale ivoirienne... Des troupes artistiques existent, qui ont donné un débouché à des gamins de la rue, comme celle de Mme Mama Kouyaté ("Tantie-La-Danse") à Ouagadougou. Mais là, les enfants ont su saisir une occasion qui leur était offerte ; ils ne l'ont pas créée. Au total, les réinsertions sociales spontanées -ou légèrement aidées- paraissent en réalité bien peu nombreuses.

A l'autre extrémité de la chaîne logique des devenirs possibles, il y a **la mort**, qui peut frapper de bien des façons. Dans la marginalité totale, les moyens de se soigner sont dérisoires. Certes, les gamins de la rue font preuve, quand on connaît leurs conditions d'existence et d'hygiène, d'une résistance impressionnante aux divers bobos, petits ou gros, qui les affectent si souvent. Il y en a pourtant qui meurent de maladie (même si cette mort est souvent interprétée par eux en termes de malédiction ou d'empoisonnement) : le paludisme, les infections non traitées, les *overdoses*... peuvent tuer. Le Sida touche assez peu les plus petits enfants de la rue, semble-t-il<sup>2</sup>, du fait même de leur marginalité : ils ne risquent pas d'être infectés par une vaccination faite avec une seringue souillée, ou par une transfusion non contrôlée. On sait que la transmission du Sida, en Afrique, se fait essentiellement par voie sexuelle (la drogue est rarement prise par injection<sup>3</sup>). Les petits ne sont donc pas menacés, mais dès que les garçons grandissent, ils ont accès aux prostituées "bas de gamme" (les plus vieilles et aussi les plus jeunes, qui ne font guère prime sur un marché où le public masculin préfère a priori les femmes bien en chair, "bien femmes") et, dans certains pays, eux-mêmes se prostituent (mais ils sont en général sales, dépenaillés, et donc peu attractifs) ou bien ils sont violés (entre autres par les gardiens de prison). Pour les filles de la rue, le passage du viol subi à la prostitution rentabilisée est en fait leur seule option en grandissant. Autrement dit, plus ces enfants grandiront, plus les risques vont croître<sup>4</sup>.

Dans la rue, on meurt aussi d'**accidents**, surtout pour ceux qui zigzaguent entre les voitures au milieu des carrefours pour laver les pare-brise ou vendre quelques babioles aux automobilistes, ou qui tombent des minibus en marche. On se noie dans les vagues des plages dangereuses, on tombe des trains, on s'électrocute aux fils électriques... L'inconscience, l'indifférence au danger, de secrètes pulsions suicidaires les exposent fortement à toutes sortes d'accidents graves, dont ils peuvent rester estropiés à vie. Les *overdoses*, qu'elles soient dues à un excès ou à l'usage d'un produit trop frelaté, peuvent sans doute être classées dans ces accidents à substrat suicidaire<sup>5</sup>. S'ils n'en meurent pas, la drogue (et en particulier les moins chères : l'essence, la colle, les diluants...<sup>6</sup>, physiologiquement dévastatrices) peut les transformer lentement en épaves, en loques humaines qui rejoignent le monde des fous et des mendiants déshumanisés qui errent dans les rues des grandes villes (du moins tant qu'une visite officielle ne fait pas refouler loin des regards ces pitoyables "encombrements humains").

Et l'on meurt **assassiné** : par un vigile, par la police ou l'armée, lors d'une opération de maintien de l'ordre ou de troubles politiques graves, comme à Lomé en janvier 1994. D'autres

<sup>1</sup> Cf. "Marjuvia" (Y. Marguerat et D. Poitou éd.) : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique Noire*, Paris, Fayard, 1994, 628 p. (pp. 196-202).

<sup>2</sup> Voir un document de l'UNESCO de 1990, cité in : "Marjuvia" : *ibid.* (pp. 329-331).

<sup>3</sup> Je ne connais qu'un cas, au Togo, de vrai jeune de la rue mort du Sida (en 1994) : il se piquait depuis longtemps.

<sup>4</sup> J'ai cependant noté qu'une campagne d'information intense sur la prévention et le rôle du préservatif peut toucher aussi les jeunes de la rue : ceux d'Abidjan que j'ai interrogés sont parfaitement au courant.

<sup>5</sup> Les causes de danger peuvent bien sûr se cumuler : la vocation du RP François Lefort en direction des enfants de la rue en Mauritanie a commencé quand il en a vu quatre, âgés d'une douzaine d'années, en train d'enterrer leur copain de 10 ans noyé dans la barre après une défonce. ("Marjuvia" : *A l'écoute*... op. cit., pp. 333-334.)

<sup>6</sup> Les gosses de Lusaka ont même inventé un "biogaz" obtenu par fermentation d'excréments humains en milieu anaérobie, dont le *flash* semble être particulièrement puissant. Cf. *Les Cahiers de Marjuvia*, n° 3, 1996, p. 75.

connaissent une mort atroce, lynchés ou brûlés vifs par la foule lors d'une tentative de vol qui a mal tourné. Difficile de savoir quel pays (le Nigeria ? l'Afrique du Sud ?<sup>1</sup>) a lancé la mode du *necklacing* (un pneu autour du coup, un peu d'essence et une allumette...), mais toujours est-il qu'elle a fait beaucoup d'émules, et pas seulement en Afrique anglophone<sup>2</sup>. On peut encore être tué par un autre gamin avec lequel on a un différend, ou le membre d'une bande rivale, que l'on affronte à coups de poings, de tesson de bouteille, de couteau, de revolver...<sup>3</sup> La rue est une jungle, et la lutte pour la vie peut y prendre le sens le plus littéral.

Moins dramatique, et infiniment plus fréquente, il y a, comme issue de la rue, la **prison**. Comme sortie ou aussi comme entrée, car certaines bandes, par exemple à Kampala<sup>4</sup>, n'accepteront comme membre qu'un enfant qui est déjà passé par la prison, épreuve initiatique et preuve que l'on est un dur, un vrai. La prison -en particulier l'enfermement avec des délinquants adultes- est, on le sait depuis longtemps, la meilleure des "écoles du crime". Certes, il y a des cas où les conditions de détention sont si terribles qu'elles peuvent obliger un jeune qui les a connues à se tenir désormais à l'écart de la délinquance grave, mais elle ne resocialise pas pour autant, comme en témoigne le cas du jeune Togolais de l'avenue Chardy cité plus haut. Mis à part le cas des condamnations à vie<sup>5</sup>, quelqu'un qui sort de prison éprouve toujours de fortes difficultés à se réinsérer dans la vie normale, a fortiori un jeune déjà marginalisé : sauf aide bien ciblée<sup>6</sup>, il n'a en général aucune autre possibilité que de retourner à la marginalité. Dans les bandes de Nairobi<sup>7</sup>, on garde soigneusement sa place au copain emprisonné : cela fait partie du cycle normal de la vie...

Dans les souvenirs de ceux que j'ai interrogés, beaucoup de leurs anciens camarades plus âgés -pour ne pas dire la plupart- sont devenus **voleurs professionnels** : pickpockets dans les lieux publics, en particulier, ou voleur à l'arraché par le passager d'une moto. Ou bien l'on s'intègre (parfois très jeune) dans d'authentiques bandes de truands adultes, pour en connaître tous les aléas : la vie facile, la prison, la mort. Dans des villes à criminalité relativement peu développée, comme Lomé ou Cotonou, le jeune qui veut faire une vraie carrière de gangster doit s'expatrier : il ira à Accra, à Abidjan ou surtout à Lagos, très en avance dans ce domaine sur les capitales voisines.

Et si l'on n'a pas trouvé l'occasion de sortir de la rue pour exercer un métier (honnête ou non), et que l'on n'y est pas mort, alors **on y reste**<sup>8</sup>. Je connais, à Abidjan et à Lomé, des jeunes qui sont gardiens de voitures au même carrefour depuis dix ou douze ans, voire plus. Ils ont commencé à l'âge de 10 ans, 12 ans, 15 ans. Ils sont toujours là, avec du poil au menton. Ils n'ont plus de contact avec les leurs depuis longtemps. Ils ne savent rien faire d'autre que de garder les voitures<sup>9</sup>, ou de les faire garder, quand ils ont mis au point un système d'exploitation-protection où ils font intervenir les petits, mieux placés pour apitoyer les automobilistes : cela

<sup>1</sup> Cf. Marc-Antoine de Montclos : *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*, Paris, L'Harmattan, 1997, 768 p. en 2 tomes (en particulier tome II, pp. 297-302).

<sup>2</sup> Au Mali, on parle de "l'application de l'article 320" : 300 F cfa d'essence, 20 F d'allumettes...

<sup>3</sup> Voir les remarquables observations de Deyssi Rodriguez-Torres sur les gangs de jeunes de Nairobi, entre autres in *Politique Africaine*, n° 63, oct. 1996, pp. 61-72 et in *Les Cahiers de Marjovia* n° 5 (à paraître).

<sup>4</sup> Selon Frédéric Radier in *Les Cahiers de Marjovia* n° 4, 1997, pp. 9-11.

<sup>5</sup> On peut aussi mourir assez vite en prison, notamment de faim, si aucune famille ne vient compléter les rations officielles.

<sup>6</sup> C'est pour venir en aide aux jeunes qu'on libérait en masse d'un seul coup de la prison centrale d'Abidjan-Yopougon (en l'honneur d'une visite du pape en Côte d'Ivoire) qu'avait été fondée l'action de l'ANAED, au début des années 1980.

<sup>7</sup> D. Rodriguez-Torres : op. cit.

<sup>8</sup> Ou bien on change de marge, pour s'établir par exemple sur les décharges d'ordures. Un groupe de jeunes de N'Djaména l'avait fait, mais ils s'y sont fait rafler et incorporer de force dans l'armée tchadienne. Cf. Laurence Chaniac : "Marginalité active et marginalité passive chez les jeunes de N'Djaména : l'action menée avec les jeunes de la décharge Épervier" in *Les Cahiers de Marjovia* n° 2, 1996, pp. 38-50.

<sup>9</sup> Dans les lieux où le stationnement est très encombré, comme au Plateau d'Abidjan ou place de l'Indépendance à Dakar, ils rendent d'ailleurs à l'automobiliste qu'ils orientent vers une place libre un service réel.

leur assure un revenu suffisant pour vivre et se louer une chambre (il est rare que les grands dorment effectivement dans la rue - mais, indiscutablement, ils appartiennent encore à son monde). Cette vie peut donc durer, et il y a de grands risques qu'elle continue à durer. On trouve dans la même situation de vieux "enfants dans la rue", qui ne peuvent devenir que de jeunes "adultes dans la rue" : je pense aux gardiens du parking de l'aéroport de Lomé-Tokoin, qui rentrent chez eux le soir, après le dernier avion ; je ne sais plus depuis combien d'années je les vois là<sup>1</sup>, au même endroit, mais ils y sont toujours, et, sauf intervention<sup>2</sup>, il n'y a aucune raison d'espérer que, un jour, ils puissent trouver autre chose (d'honnête) à faire.

Il y a donc maintenant dans les villes africaines des jeunes de la rue, gardiens de voitures, porteurs sur les marchés, passeurs aux frontières qui ont 25, 28, 30 ans... Pour ceux que je connais de longue date à Lomé, en particulier à la douane et au carrefour rue du Commerce-avenue de la Libération<sup>3</sup>, je vois sur leur visage les stigmates de plus en plus marqués de la vie qu'ils mènent, et certainement de la drogue qu'ils absorbent. Pour certains, la dégradation physique est déjà impressionnante.

En verra-t-on un jour de 40 ans, de 50 ans ? Des gamins de la rue à barbe blanche ? Vraisemblablement, ils auront d'ici là bifurqué vers d'autres formes de sociabilité, non dans la société, mais contre elle.

## II - LA RUE COMME CREUSET D'UNE CONTRE-SOCIÉTÉ

A Lomé, il n'y a jamais eu de vraies **bandes de la rue** : uniquement des réseaux de copains, dont les amitiés (ou les inimitiés) sont d'ailleurs remarquablement durables. C'est toujours resté "chacun pour soi", entre égaux ; les petits subissent le racket constant des plus grands, qui se servent à volonté dans leurs poches (il en a eu beaucoup d'essayer de résister), mais ceci sans aucune contrepartie de protection<sup>4</sup>.

Dans de nombreuses autres villes, les observateurs décrivent des bandes, plus ou moins durables, plus ou moins structurées. Une bande se définit par un chef (ou une véritable hiérarchie<sup>5</sup>), un territoire (souvent multicentré, éventuellement transférable) et une identité (un nom, un code social, des rites, parfois un langage...). Formes, durée (éphémère ou très stable), taille (à partir de 4 ou 5, mais D. Rodriguez-Torres en décrit qui atteignent 150 membres, structurés par tranches d'âges) peuvent être très diverses. Mais elles ont en commun de procurer des formes de protection et de solidarité (une solidarité dont il ne faut pas s'exagérer la valeur : la bande reste dominée par deux lois absolues, celle du plus fort et celle du primat de l'intérêt individuel).

Je ne connais pas de description de la manière dont naît concrètement une bande : il faut sans doute la rencontre de certaines personnalités et de certains événements pour que se cristallise (progressivement ou d'un coup ?) une relation structurée durable, mais lesquels exactement ? Le catalyseur est vraisemblablement le besoin d'une protection que les plus faibles trouvent auprès d'un grand doté d'un certain charisme, moral et physique. Cela correspond-il à certains seuils de difficulté ou de danger à vivre dans la rue ? A une certaine "densité" d'enfants qui doivent y survivre ? La question est actuellement sans réponse. A l'évidence, les bandes ont pour fonction première d'assurer à l'enfant ou au jeune de la rue les conditions de sa survie. Comme pour les individus, les activités qu'elles exercent collectivement peuvent être licites ou

<sup>1</sup> Au moins dix ans, me disent-ils (mai 1997).

<sup>2</sup> Que j'ai l'intention de faire dès que j'en trouverai les moyens financiers, dans le cadre du programme "Apprentis à Lomé", destiné à offrir une chance aux grands de la rue.

<sup>3</sup> C'est actuellement le seul groupe constitué visible à Lomé : du fait du départ presque complet des Blancs du Togo et de la multiplication des policiers et des vigiles au centre-ville, les "enfants de la rue" ne sont plus, maintenant, réellement dans la rue, mais plutôt dans les marchés et les gares routières, où ils vivent essentiellement de porter les paquets (et voler), indécélables à ceux qui n'appartiennent pas à leur monde.

<sup>4</sup> Cette solitude des enfants les rend sans doute plus facilement sensibles aux propositions qui peuvent leur être faites de venir dans un foyer, alors que la bande fournit un environnement affectif de substitution, et rend a priori plus difficile la "récupération".

<sup>5</sup> Avec souvent un souffre-douleur "officiel", non moins nécessaire au fonctionnement identitaire du groupe.

non (ou des deux types à la fois), mais, l'union faisant la force, leurs capacités d'action (ou de nuisance) sont bien supérieures à celles des individus, pour le meilleur comme pour le pire.

Les descriptions de bandes faites en Afrique de l'Ouest ne montrent pas, en général, une grande durabilité du phénomène : à Abidjan, il en existait dans les années 1975, comme celles connues sous les noms de "Sans-loi" et de "Mafia"<sup>1</sup>, alors démantelées par la police (il suffit souvent, pour cela, d'en arrêter les *leaders*) ; elles avaient disparu du paysage social de la ville à l'époque du forum de Grand-Bassam (1985) ; elles ont réapparu de nos jours, comme "Armée française"<sup>2</sup>, dont les petits mendient (et "sniffent") au bas de l'avenue Chardy, et qui a pour quartier général le "château" (la carcasse inachevée de ce qui devait être le nouvel hôpital central du Plateau).

Pour découvrir une grande **profondeur historique de fonctionnement des bandes**, il faut aller chercher des exemples en Amérique Latine, en particulier en Colombie, où les enfants de la rue de Bogota ont été admirablement décrits par Maricel Merienne Sierra<sup>3</sup>. C'est dès les années 1945-50 que de très graves troubles politiques (la *Violencia*) ont déstructuré les campagnes et projeté en ville des flots de réfugiés sans ressources. Dans les faubourgs misérables de la capitale, il arrive que, parmi les nombreuses femmes devenues chefs de ménage (ou dotées d'un nouveau compagnon qui ne veut pas des enfants du ou des lits précédents), certaines soient astreintes par la dureté de la vie à laisser partir -ou à chasser- leurs enfants dès l'âge de 4 ou 5 ans, qui vont rejoindre les *galladas* (bandes) du centre-ville. Leur survie dans la rue va dépendre de leur activité "professionnelle", qui évoluera avec le temps : de 5 à 10 ans, on mendie, car on apitoie facilement les adultes. Passé cet âge, la mendicité ne marche plus : de 10 à 15 ans, il faut donc voler, avec ruse et discrétion. A partir de 15 ans, on devient plus visible, et il faut passer au vol par la force ou l'intimidation. A 18-20 ans, quand on est devenu pénalement adulte, on risque davantage : on va donc désormais faire voler les petits, et vivre sur leurs gains. Toutes ces étapes de la carrière d'enfant de la rue colombien se fait en changeant de bande à chaque changement d'activité pour cause de "limite d'âge". Les *galladas* sont ainsi nettement spécialisées : les unes accueillent les *chinchés* (4 à 10 ans), les suivantes les *ñeros* (10 à 15 ans), éventuellement accompagnées de quelques *chinchés* ; d'autres regroupent les plus grands, les *largos* (15-20 ans), avec en général aussi des *ñeros* et des *chinchés*. Il existe enfin des gangs dirigés par des adultes (en moyenne une trentaine d'années, mais l'auteur cite un chef de bande de 45 ans - après combien de décennies de rue ?), comprenant aussi un bon nombre d'enfants des trois catégories plus jeunes, efficacement protégés face à l'extérieur et abondamment exploités à l'intérieur.

L'ensemble forme donc ce que M. Merienne Sierra appelle une "sous-culture" de la rue, expression que je n'apprécie guère, car elle renvoie trop à des connotations culturelles (positives) : je préfère y voir un "**système**"<sup>4</sup>, dont la description qui nous est donnée montre la grande cohérence. Le lien en est la violence interne, qui s'exprime en particulier, de façon à la fois symbolique et systématique, par le viol des plus faibles par les plus forts, des plus petits par les plus âgés<sup>5</sup>. L'auteur explique irréfutablement comment le viol est le moteur de cette mécanique : quand un petit arrive dans la rue, il est accueilli par un grand, *largo* ou adulte, qui l'initie à ce monde nouveau et à ses techniques de survie. Et, puis, tôt ou tard, une fois la confiance établie, le petit se fait violer par son "ami", ce que le langage de la rue appelle faire la "*maldad*" (méchanceté). Il va donc fuir et trouver refuge dans une bande de *chinchés*, où la fonction de protection collective est évidente (on ne dort qu'en groupe, on fait le guet...). Quand l'enfant devient trop grand pour mendier et rejoint une bande de *ñeros*, il y trouvera tout de suite protection face à l'extérieur et initiation aux techniques de son âge (y compris toutes les formes

<sup>1</sup> Cf. "Marjuvia" : *A l'écoute...*, op. cit., p. 101.

<sup>2</sup> "Parce que nous allons toujours deux-deux ou trois-trois, comme les soldats français du camp de Port-Bouet", selon les confidences recueillies par F. Tanon (op. cit., p. 14).

<sup>3</sup> *Violence et tendresse*, Paris, L'Harmattan, 1995, 101 p. Voir aussi compte rendu in *Les Cahiers de Marjuvia* n° 3, 1996, pp. 86-92.

<sup>4</sup> Expression également utilisée dans ses remarquables analyses des enfants d'Amérique du Sud par Riccardo Lucchini : cf. *Enfant de la rue : identité, sociabilité, drogue*. Genève-Paris, Lib. Droz, 1993, 248 p.

<sup>5</sup> Sans aucun contexte homosexuel (fortement méprisé) : il s'agit exclusivement d'un rapport de domination, qui s'impose par la force dans l'être même du plus faible.

de bagarre), mais à nouveau il y sera méthodiquement violé par les autres, aussi longtemps qu'il n'est pas capable de se défendre<sup>1</sup>. Même scénario quand le *ñero* devient *largo* : on ne peut donc être que violé ou violeur, en alternance, pour finir par devenir exclusivement violeur. Le cycle est bouclé par l'adulte qui, on l'a vu, accueille le tout nouveau et l'initie à la vie de la rue et à la *maldad*, comme il l'avait été lui-même 10 ou 20 ans plus tôt. On le voit, la reproduction sociale du système fonctionne parfaitement sur son mécanisme interne, et il n'y a ainsi aucune raison qu'elle s'arrête de son propre chef.

Cet exemple colombien est, bien sûr, une situation extrême, loin de ce que l'on observe actuellement dans les villes africaines. Mais comment ne pas penser que c'est là une préfiguration -même si ce n'est pas à l'identique (le rapport au corps, en particulier, étant différent dans la culture africaine)- de ce qui, tôt ou tard, va se produire dans le monde de la rue de ce continent, si l'on laisse les choses évoluer selon leur logique spontanée ?

"La rue", au sens de marginalité installée au coeur de l'espace public urbain, risque ainsi de devenir une **véritable contre-société**, dont la survie reposera vraisemblablement toujours plus sur des activités délictueuses, de plus en plus dangereuses pour la société "normale". Le devenir prévisible des enfants de la rue non récupérés -hormis rester indéfiniment (mais cela devra bien avoir une fin un jour) à garder les voitures ou mourir sur place- est, dans une proportion bien sûr impossible à évaluer, de passer tôt ou tard à la délinquance, plus ou moins grave. Ces jeunes marginaux sont-ils l'une des sources importantes de la criminalité adulte ? C'est là un sujet qui mérite une enquête spécifique, que je me propose de mener prochainement en Côte d'Ivoire<sup>2</sup>.

Sur le passage de la marginalité à l'**asocialité dangereuse**, l'exemple colombien est là encore éclairant : les adultes de la rue, même s'ils affichent officiellement des activités professionnelles de chiffonniers ou de "cartonniers", pratiquent en réalité, le plus souvent, les conduites les plus dangereuses pour la société, dont les attaques à main armée, les viols (de femmes) et les meurtres<sup>3</sup>. Simplement, observe Maricel Merienne Sierra, leur passé d'enfants de la rue n'en fait pas de vraiment bons professionnels de la vie hors-la-loi. Pour réussir le braquage d'une banque, par exemple, il faut (si l'on en croit les bons films policiers) une préparation digne d'un grand stratège, une minutie et une ponctualité parfaites dans l'exécution, une prudence de tous les instants... Ces qualités se rencontrent rarement dans l'univers de la rue, où l'on ne vit que dans et pour l'instant immédiat (c'est là l'une de ses spécificités psychologiques majeures<sup>4</sup>) : les criminels issus de la rue ne sont pas des plus efficaces, faute de sens de la prévision et de l'organisation, et ils risquent fort de tomber aux mains (ou sous les balles) de la police. Mais d'autres prendront vite la relève...

Si l'ampleur de la criminalité dans les grandes métropoles latino-américaines est bien plus grave, les éléments d'inquiétude pour l'avenir proche ne manquent cependant pas en Afrique. En particulier, on assiste, depuis une décennie, à la **pénétration massive des drogues dures**, à partir de l'Éthiopie, du Nigeria, maintenant de l'Afrique du Sud, ce qui change profondément les données de la problématique des jeunes de la rue. Naturellement, les drogues bon marché, comme le cannabis (de fait ancien, mais objet de plus en plus d'un large trafic international, en particulier à partir du Ghana, réputé pour l'excellence de ses "crus") et les divers solvants évoqués plus haut, peuvent avoir facilement le même effet, c'est-à-dire que l'enfant qui vit coupé des adultes, sevré d'affection, de confiance, d'espoir, et qui, habituellement, accepte

<sup>1</sup> "S'il se défend, se bat, et ne se laisse pas faire, en dépit des coups et des blessures qu'on lui inflige, il n'y aura pas de nouvelles tentatives. A l'inverse, si l'enfant n'oppose pas de résistance, la *gallada* lui fera subir le *redoblon* (la "redouble"), un viol collectif sous la menace." (op. cit., p. 76.) Le *redoblon* est aussi employé comme moyen de punition, en particulier pour le membre qui trahit la bande, par exemple en donnant des noms à la police.

<sup>2</sup> Au sein du centre ORSTOM de Petit-Bassam, en coopération avec l'Institut de Criminologie de l'Université d'Abidjan.

<sup>3</sup> L'étude ne dit pas dans quelle mesure les célèbres tueurs à gage colombiens, les "sicaires", se recrutent dans le monde de la rue. Cela paraît assez probable.

<sup>4</sup> Voir Françoise Bompard et Yves Marguerat : "Le temps, l'argent et le sexe : note sur la psychologie de l'enfant de la rue en Afrique Noire", in *Les Cahiers de Marjuvia* n° 3, 1996, pp. 72-74.

volontiers de sortir de la rue si on lui en offre l'occasion, une fois drogué, ne cherche plus qu'à continuer à se droguer. Il peut avoir été chassé de chez lui parce qu'il se droguait ; il peut découvrir la drogue une fois dans la rue, pour faire -bon gré, mal gré- comme les autres, pour paraître lui aussi un dur, pour avoir moins peur quand il vole, pour oublier souffrances et désespoir... Le résultat est le même : une marginalisation qui ne peut que s'aggraver considérablement.

Or, pour se droguer à satiété (du moins pour sa satisfaction immédiate, aussi urgente qu'éphémère), il faut de l'argent, de plus en plus d'argent, à n'importe quel prix, par n'importe quel moyen... (Entre ceux qui se droguent pour voler et ceux qui volent pour se droguer, la nuance disparaît très vite.) Le passage à la délinquance, voire à la criminalité, devient alors de plus en plus facile, de plus en plus nécessaire... L'**insécurité** issue des jeunes de la rue drogués ne peut vraisemblablement aller que s'aggravant, d'où le rejet croissant par la population, d'où un sentiment d'exclusion toujours plus fort, d'où le recours croissant à la drogue et l'enfoncement dans la marginalité, etc. Une fois amorcé, le cycle paraît lourd de bien des dangers, et fort solide dans la dynamique de son développement.

Il y a donc, dans cette "rue sans issue", un potentiel de production d'une contre-société (au sens propre de "société contre") qui ne manque pas d'être inquiétant. L'exemple colombien nous a fait comprendre que cette société parallèle (et de fait hostile) pouvait se perpétuer indéfiniment grâce à l'apport constant de nouveaux petits, condamnés à être broyés dans cette mécanique digne du Moloch de l'Antiquité. Les cas brésiliens et mexicains<sup>1</sup> nous font pressentir que le système peut même s'alimenter tout seul. En effet, on y trouve (phénomène encore assez rare en Afrique, mais déjà bien présent dans certaines villes, comme Kinshasa ou Nairobi) un nombre non négligeable de filles qui vivent à la rue avec les garçons (à Mexico, de l'ordre de 20 % de l'effectif des bandes). Comme elles ignorent toute protection, quand elles se prostituent au bénéfice de la bande, ou couchent avec les membres de celle-ci (ou du moins avec son seul *leader*) ou tout ceci à la fois, elles tombent facilement enceintes, et, sauf aide extérieure (particulièrement rare<sup>2</sup>), elles accouchent pratiquement dans la rue. Elles vont en tout cas y élever leur bébé, que l'on voit en général objet des soins les plus dévoués de toute la bande. Mais, dans de telles conditions de "maternage", avec la saleté, l'inconfort, l'alcool, la drogue, la mortalité de ces tout-petits ne peut qu'être très forte. Certains cependant survivent, et vont donc grandir exclusivement dans l'univers de la marginalité. Ce problème de la "**seconde génération de la rue**" est actuellement à peine perceptible dans l'information existante<sup>3</sup>, mais on ne peut pas ne pas se poser la question de son devenir : quelle sera la sociabilité d'enfants, d'adolescents, de jeunes, d'adultes qui seront le produit exclusif du monde de la rue ? Quelles seront leurs relations avec la société normale ?

A priori, il n'y a guère de raisons d'être optimiste, si l'on ne crée pas, le plus vite possible, ce qu'il faut comme voies de sortie à la "rue sans issue".

<sup>1</sup> Voir Marie-Pierre Sanchez : "Les filles oubliées de Mexico : une approche de la problématique des filles de la rue au Mexique", in *Les Cahiers de Marjovia* n° 3, 1996, pp. 48-63.

<sup>2</sup> Les quelques centres qui s'intéressent aux filles de la rue n'en veulent plus quand elles sont enceintes, et les foyers pour filles-mères (de bonne famille) refusent d'accueillir les gamines marginales. On citera quand même l'action de l'association "Les Trois-Quarts du monde" qui s'occupe efficacement de celles-ci au Guatemala.

<sup>3</sup> Dans sa communication à ce colloque, D. Rodriguez-Torres mentionne un chef de gang de 15 ans, lui-même né dans la rue de deux parents jeunes de la rue, et qui vient d'y avoir un enfant : c'est l'apparition d'une "troisième génération de la rue".

## Mort d'un enfant de la rue

Ses amis l'appelaient Elvis  
 Mais ce n'était qu'un surnom  
 Son vrai nom, il le gardait jalousement  
 pour le jour où il ne vivrait plus  
 dans la rue  
 pour le jour où il s'en retournerait vivre  
 en famille.

Car il n'était pas né pour vivre  
 dans la rue...

Les voitures le fascinaient  
 Il les gardait  
 Il les lavait  
 elles étaient son gagne-pain  
 Il aurait bien voulu être mécanicien  
 mais ce n'était qu'un rêve  
 Car un enfant de la rue  
 a trop mauvaise réputation  
 pour faire un bon apprentissage  
 et acquérir un vrai métier.

Il dormait n'importe où  
 au centre-ville  
 dans un recoin  
 à l'ombre de la cathédrale  
 ou du marché central  
 lorsqu'un gardien de nuit compatissant  
 le laissait s'étendre auprès de lui  
 pour se reposer.

Mais cette nuit-là, tous l'avaient chassé  
 car il était malade, et ça dérangeait  
 quand il vomissait...

Il aurait bien voulu guérir  
 mais il n'avait auprès de lui  
 ni médecin, ni infirmier  
 quand il s'est couché, exténué,  
 les bras en croix  
 auprès des voitures qu'il gardait.

Et il s'est endormi  
 pour ne plus se réveiller.

Il n'était pourtant pas né pour mourir  
 dans la rue...

Lorsqu'au matin, le soleil s'est levé  
 sur le trottoir de l'avenue Kennedy  
 pour une fois, nul ne pouvait le chasser  
 car il reposait pour l'Éternité.

La police a enquêté  
 Les passants ont regardé  
 ... et ils sont passés.

Il est resté là toute la journée  
 Nul ne voulait s'en occuper  
 Seules les fourmis en procession  
 commencèrent dans la soirée  
 à le visiter...  
 tandis que ses copains de la rue  
 avec leur aumônier étaient venus prier  
 tout près de lui.

Ils l'ont enlacé d'un linceul tout blanc  
 et, religieusement, l'ont emmené  
 en silence  
 Alors qu'aux alentours  
 chacun s'affairait bruyamment  
 ou que, tranquillement, l'on buvait  
 dans le bar d'à côté  
 la bière de l'amitié,  
 mais ce n'était pas à sa santé...

Il n'était pourtant pas né pour vivre  
 dans la rue...

...en encore moins pour y mourir !

Frère Yves Lescanne  
 Foyer de l'Espérance  
 Yaoundé (Cameroun)  
 Pâques 1992